

[Text]

have agreed, I will do that, I will do this and you will do that. That is very fundamental.

After having that discussion, I might say, well, Mr. Fulton, you're going to do that but I've just decided that even though we've had that discussion before and it is your exclusive right to legislate in that area, because of my spending power I have decided that I will enter into that area and do something else, and frankly I don't care what you're doing. I'm exaggerating and caricaturing, but that's the thrust of it.

What we're proposing to do is to offer to the spending power provision a framework that will enable the exercise of that power to be done in a predictable, stable manner that will take away from it the traditional irritants that have contributed to the difficult situation this country is in today.

We have to be very clear, Mr. Chairman. We are talking about exclusive provincial jurisdictions. How could there be a devolution of federal power if we're talking about exclusive provincial jurisdictions? There's no devolution of power in the spending power provision. On the per capita issue of CO₂, energy, wastes, forests—all of that points to one specific reality that characterizes Canada and which we lose sight of, and that is that the economy of this country is a resource-based one.

It comes to a shock to some Canadians when we remind them of that. We have a perception that because of this great wilderness, this great geography, this country that is rich in geography but poor in population, we are very close to the environment when in fact we have built our country on it. That's to put it simply.

Our economy reflects that today. Look at what we export to other countries. For example, what does CSL do except go to the north shore, pick up the earth—the iron ore extract—and bring it down to Cleveland? It's sent back in the form of cars. What else do our ships on the Great Lakes do except go up to the lakehead, get the grain and send it to Baie Comeau so that all the electors out there can continue to be prosperous and vote for Brian Mulroney? That's what our country is about.

So we have very specific problems, and I concede that there will be challenges to Canadians. Look at our energy policies over the last few years. We have built our economy over the last twenty years, wrongly or rightly, on cheap energy. That has another side to it and we are experiencing that today.

What we have done is put forward this policy of stabilization of CO₂ emissions at 1990 levels for the year 2000. How are we going to get there? We don't know. Like other countries, we don't know how we're going to get there, but let's not lose track of the fact that this was true for SO₂ emissions as well. That did not stop us from reaching that point. There is a challenge there, and I acknowledge that.

[Translation]

est fondamental de s'entendre sur ce que chacun doit faire. C'est absolument fondamental.

Après cette discussion, je peux très bien dire, monsieur Fulton, vous allez faire ceci ou cela, mais je viens de décider que, malgré ce dont nous avons discuté auparavant et même si vous êtes le seul à avoir le droit de légiférer dans ce domaine, je peux m'en occuper moi aussi grâce à mon pouvoir de dépenser et faire autre chose; je peux vous dire que, bien franchement, je me moque de ce que vous faites. Bien sûr, j'exagère, mais c'est en gros ce dont il s'agit.

Nous proposons, nous, de définir le pouvoir de dépenser de façon à ce que ce pouvoir s'exerce de manière stable et prévisible, ce qui permettrait de supprimer les sources d'irritation qui contribuent depuis longtemps aux difficultés que le Canada connaît aujourd'hui.

Il faut être très clair, monsieur le président. Il est question ainsi de domaines de compétence exclusive des provinces. Comment pourrait-il y avoir délégation des pouvoirs fédéraux puisque les provinces ont compétence exclusive? Il n'y a pas de délégation de pouvoirs dans la disposition relative au pouvoir de dépenser. Quant à votre observation sur les niveaux d'émissions de CO₂ par habitant, sur notre consommation d'énergie, sur nos déchets, sur l'exploitation de nos forêts, tout cela reflète une réalité propre au Canada, une réalité que nous oublions trop souvent, à savoir que l'économie de notre pays est fondée sur l'exploitation des ressources naturelles.

Certains Canadiens sont choqués quand on le leur rappelle. Nous avons l'impression que l'immensité et la sauvagerie de notre territoire, la richesse géographique de notre pays et sa faible population nous rapprochent considérablement de l'environnement, alors qu'en fait, nous avons bâti notre pays sur la nature. Je simplifie un peu, évidemment.

Notre économie reflète aujourd'hui cet état de chose. Regardez ce que nous exportons. Par exemple, que fait le groupe CSL, si ce n'est d'aller sur la côte Nord et d'y ramasser de la terre—du minerai de fer—pour l'acheminer à Cleveland? Et ce minerai nous est ensuite renvoyé sous forme de voitures. Que font nos navires dans les Grands Lacs, si ce n'est de se rendre à la tête des lacs pour y charger du grain et l'envoyer à Baie Comeau, pour que tous les électeurs de cette région puissent continuer à vivre dans la prospérité et à voter pour Brian Mulroney? C'est cela, notre pays.

Nous avons donc des problèmes très précis, et je conçois que les Canadiens auront bien des défis à relever. Voyez un peu quelle a été notre politique énergétique au cours des dernières années. Depuis 20 ans, à tort ou à raison, nous avons bâti notre économie sur la possibilité d'obtenir de l'énergie à bon marché. Mais il y a un prix à payer, et nous nous en apercevons aujourd'hui.

Nous avons proposé de stabiliser les émissions de CO₂ aux niveaux atteints en 1990 d'ici à l'an 2000. Mais comment allons-nous y arriver? Je ne sais pas. Comme d'autres pays, nous ignorons comment nous allons réussir, mais il ne faut pas oublier que c'était la même chose dans le cas des émissions de SO₂. Cela ne nous a pas empêchés d'atteindre notre objectif. C'est un défi, j'en conviens.